



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixante-cinquième session
23-29 avril 2009
Bangkok

**ORGANE SPÉCIAL POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET
LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL**

(Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire)

**CRISE ALIMENTAIRE, ÉNERGÉTIQUE ET FINANCIÈRE :
FAIRE FACE AUX MENACES POUR LE DÉVELOPPEMENT**

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

La convergence soudaine des crises alimentaire, énergétique et financière, sur fond de changements climatiques a exacerbé les difficultés quotidiennes que connaissent de nombreuses populations, en particulier les millions de pauvres qui ont été les plus durement touchés. Si les prix des produits alimentaires et des combustibles ont diminué par rapport à leurs niveaux élevés de 2008, les pays de la région de l'Asie et du Pacifique doivent néanmoins faire face à un ralentissement sans précédent de l'activité économique de tous les pays développés. Ce ralentissement pèse sur les taux de croissance des économies de la région, réduisant les revenus, l'emploi, les moyens de subsistance et les recettes publiques dans tous les pays. De ce fait, les nouveaux investissements risquent d'être différés, la pauvreté accrue et des millions de personnes privées des moyens de subvenir à leurs besoins minimaux. Le rythme du développement, en particulier au regard des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), va non seulement s'en trouver freiné mais les progrès obtenus pourraient être annulés, ce qui poserait la question de la possibilité d'atteindre plusieurs des OMD d'ici à 2015, à moins de prendre des mesures immédiates pour atténuer les effets de la crise.

Dans le présent document, le secrétariat : a) met en évidence certains des problèmes liés à la triple crise alimentaire, énergétique et financière et pertinents pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (regroupés sous le vocable de « pays ayant des besoins particuliers »); b) décrit quelques-unes des caractéristiques de la crise financière et leur impact social, y compris les mesures correctives prises par les gouvernements et les organisations internationales; et c) fait des recommandations pour faire face à cette triple crise par des initiatives de coopération régionale.

Il contient en outre une récapitulation des mesures anticycliques adoptées par les pays ayant des besoins particuliers pour surmonter la triple crise et met en lumière les contraintes, notamment la marge de manœuvre étroite dont disposent les pays en matière de budget et de change pour élargir leur intervention et atténuer suffisamment les effets néfastes de la crise. Il analyse également les recommandations de la Concertation régionale de haut niveau sur « les politiques à mettre en œuvre face à la crise alimentaire et énergétique et aux changements climatiques : réorienter le programme de développement », organisée par la CESAP et le Gouvernement indonésien les 9 et 10 décembre 2008 à Bali, pour aider les pays à faire face aux crises, voire à les prévenir. Le Document final de Bali contient des propositions d'initiatives de coopération régionale, notamment un renforcement des mécanismes existants, la création de nouveaux mécanismes pour soutenir les pays ayant des difficultés de balance des paiements, et la mise en place d'un dispositif permettant aux pays victimes de la crise de recevoir des aides budgétaires, en particulier pour financer des activités liées à la réalisation des OMD.

La Commission voudra bien examiner les recommandations du Document final de Bali, résumées dans le présent document, et faire part de ses directives quant à leur mise en œuvre.

* La soumission tardive du présent document est liée à la procédure d'approbation interne du secrétariat.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction.....	3
I. LA CRISE ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE	3
II. LA CRISE ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE, LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT : DEUX ÉTUDES DE CAS	8
A. Politiques nationales pour remédier à la crise alimentaire et énergétique ..	8
B. Les changements climatiques	8
III. LA CRISE ALIMENTAIRE, ÉNERGÉTIQUE ET FINANCIÈRE ET LES PAYS AYANT DES BESOINS PARTICULIERS : IMPACTS MACROÉCONOMIQUES.....	9
Impacts macroéconomiques des crises sur les économies les moins avancées de la région.....	10
IV. LA CRISE FINANCIÈRE ET LA MONDIALISATION	10
A. La crise financière et ses rapports avec la crise alimentaire et énergétique	12
B. Flambée des cours des produits de base et expansion du crédit	13
C. Spéculation et cours des produits de base.....	13
V. RÉACTIONS DES PAYS AYANT DES BESOINS PARTICULIERS FACE À LA CRISE FINANCIÈRE	14
VI. MESURES PRISES AU NIVEAU INTERNATIONAL POUR PARER À LA TRIPLE CRISE.....	17
A. Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale et son Cadre d'action global	17
B. Ensemble des mesures prises par les Nations Unies pour faire face à la crise financière mondiale et pays ayant des besoins particuliers : principes directeurs	19
VII. LA VOIE À SUIVRE : ACTION CORRECTIVE RÉGIONALE	20
A. Convergence des crises	20
B. Le rôle de la coopération régionale.....	20
C. Conclusions.....	21
Schéma. Indice des prix alimentaires et du cours du pétrole brut de Brent (1980-2008).....	14

Liste des tableaux

1. Mesures prises par certains pays ayant des besoins spéciaux pour faire face à la crise alimentaire.....	6
2. Quelques économies les moins avancées de la région de la CESAP : quelques indicateurs macroéconomiques	11
3. Mesures prises par quelques pays pour faire face à la crise financière	15

Introduction

1. Les crises sont le signe que le processus de développement trébuche et que les acquis, menacés, pourraient être réduits à néant. L'an dernier, les pays de la région, comme partout ailleurs, ont fait face à une double crise alimentaire et énergétique. Les cours des produits alimentaires et des combustibles ont augmenté de manière exponentielle, ce qui risquait d'avoir des conséquences sociales et économiques graves pour les pays en développement. Bien que ces cours aient baissé par rapport à leurs niveaux record, beaucoup de pays de la région subissent les répercussions de la crise financière mondiale qui s'est transformée en crise économique. Les effets de contagion de la crise financière et économique dans les pays développés se sont propagés partout, y compris dans les pays qui n'étaient pas responsables du déclenchement de la crise, avec des conséquences négatives sur la croissance économique, l'emploi et le revenu.

2. La convergence relativement soudaine de ces crises, au moment où les effets néfastes des changements climatiques se font sentir, a lancé de difficiles défis aux gouvernants de la région. Le présent document vise principalement : a) à mettre en évidence les problèmes liés à la convergence des crises alimentaire, énergétique et financière et pertinents pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (regroupés sous le vocable de « pays ayant des besoins particuliers »); et b) à analyser l'impact macro-économique global de ces crises.

3. Le présent document décrit également certains traits caractéristiques de la crise financière et son impact social, et met en lumière les rapports existant entre les crises alimentaire, énergétique et financière. Il traite également des mesures correctives prises par les gouvernements et les organisations internationales et fait des recommandations pour surmonter les conséquences négatives de la triple crise alimentaire, énergétique et financière par des initiatives régionales.

4. Étant donné que la crise alimentaire et énergétique, dont les effets se sont quelque peu dissipés récemment, a déjà fait couler beaucoup d'encre, on n'en discutera pas en détail ici. On fera tout d'abord un historique de cette double crise ainsi qu'une analyse de la situation actuelle, puis on présentera des études de cas sur deux petits États insulaires en développement qui ont été fortement affectés par cette crise et on se servira des changements climatiques comme illustration des problèmes qui se posent à ces États.

I. LA CRISE ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE

5. Comme on l'a dit plus haut, les pays de la région, comme ceux du reste du monde, ont subi des hausses sans précédent des prix des produits alimentaires et des combustibles, signe que la demande avait très largement dépassé l'offre. Une double crise semblait donc inéluctable et il était à craindre que les populations des pays en développement de la région, en particulier dans les pays les moins avancés d'entre eux, ne pourraient pas se procurer les quantités de produits alimentaires et de combustibles nécessaires pour poursuivre leurs activités humaines et économiques. Cette crise risque de ralentir la croissance économique et d'annuler les progrès réalisés dans le cadre des OMD, affectant de manière disproportionnée les pauvres,

les femmes et les autres groupes vulnérables. Bref, les pays pourraient essayer des revers dans leurs efforts de renforcement d'un développement inclusif.

6. Les raisons expliquant les crises sont multiples. Certaines portent sur le court terme tandis que d'autres sont liées à des tendances structurelles à moyen et à long terme. Certaines ont pour origine les gouvernements nationaux, d'autres non, et nécessitent des actions collectives. Parmi les raisons à court terme on mentionnera les pénuries de production induites par les conditions atmosphériques, la diversion d'une partie des cultures vivrières pour la production d'éthanol et la poussée des activités spéculatives ou la thésaurisation des produits alimentaires qui en résultent. Dans de nombreux pays, le relatif désintérêt pour l'agriculture, notamment pour les cultures vivrières, se traduisant par la réduction des investissements publics et privés dans les activités de recherche-développement, l'irrigation et les infrastructures rurales, ont donné lieu à des rigidités du côté de l'offre qui ont contribué à la crise actuelle.¹

7. Le manque d'intérêt relatif pour les problèmes de production et de distribution des produits alimentaires et de l'accès à ces produits est à l'origine de l'insécurité alimentaire persistante en Asie et dans le Pacifique : ce problème est traité en détail dans l'étude thématique *Towards Sustainable Agriculture and Food Security in the Asia-Pacific Region*, dont on trouvera un résumé dans le document E/ESCAP/65/29. L'étude décrit plusieurs problèmes à long terme responsables de la crise alimentaire récente et la manière dont elle s'est peu à peu résorbée. Les principales questions qui se posent dans le contexte actuel sont les suivantes :

a) Comment les pays de l'Asie et du Pacifique peuvent-ils concilier les besoins concurrents liés à la sécurité de l'alimentation, de l'eau et de l'énergie tout en luttant contre la dégradation de l'environnement et les changements climatiques ?

b) Quelles mesures met-on en œuvre pour que la sécurité alimentaire dans la région soit mieux assurée grâce au commerce international dans le contexte de la mondialisation ?

c) Comment les pays de la région peuvent-ils gérer les chocs et les risques ?

d) Comment et quand les gouvernements pourront-ils institutionnaliser un système de protection sociale garantissant la sécurité alimentaire aux groupes spéciaux ou « un dispositif offrant aux personnes vulnérables (notamment aux mères et aux petits enfants dans le besoin) un accès spécial à des produits d'alimentation » ?²

8. Les fortes augmentations de prix sur le marché international ont échappé au contrôle de la plupart des pays de l'Asie et du Pacifique, importateurs nets de pétrole et ont constitué des chocs exogènes. Les cours de l'énergie sont montés en flèche et ont eu de fortes répercussions sur les coûts et les prix à la production dans tous les secteurs de l'économie, y compris l'agriculture ce qui a exacerbé la crise alimentaire.

¹ CESAP, *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2008* (publication des Nations Unies, n° de vente E.08.II.F.7).

² Amartya Sen, *Hunger in the Contemporary World*, document de travail DEPS/8 (Londres, The Suntory Center, Suntory and Toyota International Centers for Economics and Related Disciplines, London School of Economics and Political Science, 2002).

Ces pays ont été contraints de faire face à de fortes augmentations des cours des produits énergétiques, ce qui a affecté négativement leurs indicateurs macro-économiques, en particulier leur taux d'inflation, leur déficit budgétaire et leur balance des paiements.

9. Il existe un rapport réciproque entre la crise alimentaire, énergétique et financière et les changements climatiques. La présente crise financière pourrait nuire à l'action entreprise pour lutter contre les changements climatiques, non seulement en réduisant les ressources financières disponibles pour la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation mais également en détournant l'attention des gouvernants des problèmes à long terme. Il est donc urgent de coordonner les actions entreprises dans ce domaine pour créer une situation doublement gagnante dans laquelle les investissements consentis pour remédier au ralentissement économique contribuent également à la solution des problèmes de développement durable. De même, les crises alimentaire et énergétique ont des rapports étroits avec les changements climatiques. Ainsi, les cours élevés du pétrole ont non seulement causé une flambée spéculative des prix, ils ont également attiré les investissements dans les technologies et les énergies renouvelables tandis qu'un glissement vers la production de biocarburants risque d'avoir un impact sur l'évolution du climat si des terres forestières venaient à être utilisées pour des cultures entrant dans la fabrication des dits carburants. En même temps, les changements climatiques nuisent gravement à la productivité agricole. D'après les estimations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, la productivité agricole dans la région pourrait chuter de 5 à 30 %. Sans un accroissement substantiel de la productivité, l'impact des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et l'escalade des prix sera fortement ressenti. Un surcroît d'investissements dans la recherche-développement sera nécessaire pour créer des variétés de plantes à rendement élevé qui soient résistantes à la sécheresse et à la chaleur.³

10. Les gouvernements nationaux se sont efforcés de remédier à cette double crise en adoptant diverses mesures macroéconomiques (budgétaires et monétaires) et des programmes ciblés censés bénéficier directement aux populations pauvres et à bas revenus. Toutefois, beaucoup de pays, en particulier parmi les moins avancés, ont une marge budgétaire et monétaire trop limitée pour pouvoir gérer la crise par eux-mêmes. Tous les pays en développement de la région et les partenaires de développement régionaux ont collectivement la responsabilité de proposer et de mettre en place un mécanisme de partenariat régional pour accroître l'efficacité des politiques nationales.

11. La crise énergétique étant totalement extérieure aux pays ayant des besoins spéciaux, ceux-ci n'ont rien pu faire d'autre que d'y réagir. Dans cette partie du document, on analysera les mesures à court, à moyen et à long terme prises par les pays pour faire face à la crise énergétique. Le tableau résume les mesures prises par les gouvernements nationaux pour surmonter la double crise. Les mesures adoptées par certains pays ayant des besoins spéciaux sont analysées pour bien montrer quels instruments ont été principalement utilisés pour atténuer les effets négatifs de la crise.

³ Pour plus d'information sur ce sujet et d'autres aspects des changements climatiques, voir le document E/ESCAP/65/29.

Tableau 1. Mesures prises par certains pays ayant des besoins spéciaux pour faire face à la crise alimentaire

<i>Pays</i>	<i>Mesures prises</i>
Mongolie	Le produit national brut réel devrait, selon les prévisions, augmenter d'environ 9 à 10 % en 2008 grâce aux excellents résultats enregistrés dans l'agriculture et les services. L'inflation, qui se situait à 6 % en juin 2007 a atteint 34 % en août puis est retombée à 32 % en septembre en raison de la chute des prix des produits alimentaires. Du côté de la demande, de fortes augmentations des salaires dans la fonction publique et l'expansion rapide du crédit ont alimenté l'inflation; du côté de l'offre, l'envolée des prix des importations de produits alimentaires et de pétrole ont joué un rôle crucial. Pour stabiliser les prix des produits alimentaires et des combustibles, les autorités ont pris les mesures suivantes : a) exemption temporaire du paiement de la TVA et des droits de douane sur les importations de blé et de farine; b) gonflement des réserves de blé, de farine et de viande; et c) subventions temporaires pour réduire la charge financière des entreprises importatrices de pétrole.
Népal	L'accroissement des prix des produits alimentaires a considérablement ralenti les progrès accomplis récemment dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, réduisant la quantité de produits alimentaires à la disposition des ménages et du pays et menaçant le développement. Les prix de ces produits ont diminué par rapport à leur niveau maximal atteint au milieu de 2008 mais ne devraient guère changer à moyen terme^a. Avec l'assistance de la Banque mondiale, le Gouvernement népalais est en train de réaliser un projet visant à remédier à l'impact de la hausse à court, à moyen et à long terme des prix des produits alimentaires. Le projet de programme népalais de lutte contre la crise des prix de l'alimentation vise à maintenir et à renforcer la sécurité alimentaire, notamment en garantissant aux ménages vulnérables résidant dans les districts touchés par l'insécurité alimentaire d'avoir accès aux produits de première nécessité (denrées alimentaires principalement) et à stimuler les rendements dans l'agriculture pour accroître la production nationale des produits alimentaires de base.
Cambodge	La hausse des coûts des intrants (en particulier engrais, énergie et transport) due à l'accroissement des cours du pétrole a durement touché les agriculteurs. D'autre part, les pauvres et la plupart des agriculteurs paient également très cher leurs denrées alimentaires. Le gouvernement est intervenu à trois niveaux :^b a) À <i>court terme</i>. Plusieurs mesures ont été prises, notamment des consultations interministérielles, une augmentation des salaires des fonctionnaires, l'octroi de prêts à des conditions avantageuses aux propriétaires de rizeries et une interdiction temporaire des exportations de paddy (mars-mai 2008);

b) *À moyen terme.* Contrôle de l'inflation par des mesures monétaires et budgétaires, réduction des taxes à l'importation des produits alimentaires, accroissement de la productivité et du rendement agricoles, augmentation des terres irriguées et des terres cultivables, et création d'un groupe de travail chargé de surveiller les prix;

c) *À long terme.* Les mesures ont concerné prioritairement les installations de stockage des céréales aux niveaux provincial et national, l'intensification des cultures, des stratégies de réduction des pertes après récolte et renforcement du potentiel de développement agricole.

Tadjikistan

Une étude effectuée par un forum national sur l'état de préparation et de réaction aux situations d'urgence a révélé que de nombreux résidents, tant dans la capitale que dans d'autres zones, avaient eu des difficultés à se ravitailler en raison des prix élevés des denrées alimentaires, de pénuries alimentaires et de problèmes d'accès aux marchés dus aux conditions météorologiques. Les ménages ruraux interrogés ont déclaré que les quantités de produits d'alimentation étaient fortement limitées et qu'ils se trouvaient dans une situation extrêmement difficile. On a estimé que des distributions de divers produits alimentaires et autres produits essentiels permettraient de parer au effets immédiats de la crise. Deux autres mesures ont été envisagées : accroître les moyens économiques pour produire davantage de cultures vivrières et lutter contre les invasions d'acridiens par des pesticides et des équipements appropriés. Le gouvernement a proposé de mener ces activités avec l'assistance de l'Équipe de pays des Nations Unies.^c

Notes : ^a Banque mondiale, «Report No. AB4164 », Nepal Food Crisis Response Program, Project Information Document, consulté le 18 février 2009 sur <http://reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/FBUO-7JLC5U?Open Document>.

^b Les Nations Unies au Cambodge « Rising Food Prices », document de travail (voir www.un.org.kh/index.php?option=com_content&view=article&id=103:rising-food-prices-discussion-paper-&catid=46:rising-food-prices).

^c Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, *Tajikistan: Compound Crises Flash Appeal Revision 2008*, consulté, le 18 février 2009 sur <http://reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/LSGZ-7EGFC2?Open Document>.

12. Le tableau 1 montre que, pour régler la question des hausses de prix des produits alimentaires, remédier aux difficultés qu'elles causent et permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, il faut mettre en place des programmes de protection sociale. Les exemptions fiscales et les subventions ont été utilisées pour réduire les prix des denrées alimentaires. En même temps la plupart des pays se sont employés à stimuler les rendements agricoles pour accroître la production intérieure de produits alimentaires de base, du moins à moyen terme. Pour maintenir l'offre de ces produits, les pays ont importé davantage ce qui, dans de nombreux cas, a ajouté aux difficultés de balance des paiements. Plusieurs pays producteurs de céréales en ont interdit l'exportation pour garantir les approvisionnements sur leur marché local.

II. LA CRISE ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE, LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT : DEUX ÉTUDES DE CAS

13. Les hausses des prix des produits alimentaires et énergétiques sont susceptibles de peser lourdement sur les économies de Kiribati et des îles Salomon. Elles ont eu des effets sur leur taux d'inflation contribuant ainsi à réduire la croissance économique. Ces deux pays importent tous leurs combustibles et certains produits alimentaires de base de sorte que les augmentations des cours de ces produits dans le monde peuvent aisément grever leurs ressources budgétaires et leurs ressources de change qui sont limitées. Ainsi, les subventions sur le riz ont coûté 2 millions de dollars à Kiribati pour la période de juillet à décembre 2008 ce qui est considérable compte tenu des ressources dont dispose le pays.⁴

A. Politiques nationales pour remédier à la crise alimentaire et énergétique

14. Pour faire face à la crise alimentaire et énergétique, le Gouvernement de Kiribati a créé des équipes spéciales chargées de mettre en œuvre des mesures d'atténuation à court et à long terme. Ces équipes sont habilitées à revoir les dispositions en vigueur régissant les importations et autres facteurs intervenant dans le calcul du prix des produits importés, tels que les coûts du fret et les taxes à l'importation, et elles encouragent les entreprises locales à privilégier les achats en gros. L'équipe spéciale chargée des aspects sociaux de la crise alimentaire a recommandé certaines pratiques pour l'utilisation des produits locaux, notamment alimentaires et a encouragé la population à dépendre moins des produits importés et à commencer à cultiver ses propres terres. L'équipe spéciale chargée de l'énergie s'est intéressée aux subventions et a recommandé au Gouvernement des niveaux garantissant des prix abordables pour les carburants (en particulier le kérosène utilisé par la majeure partie des personnes à bas revenus).

15. Dans les Îles Salomon, la politique agricole du gouvernement a mis davantage l'accent sur la sécurité alimentaire. Une double stratégie a été adoptée. Tout d'abord, des mesures ont été prises pour assurer que la production durable des cultures vivrières essentielles traditionnelles suive la courbe démographique. Ensuite, la production locale a été encouragée par de nouveaux projets de plantation de cultures traditionnellement importées (le riz par exemple). Le Gouvernement a fermement soutenu cette stratégie et il a approuvé un projet d'un montant de 2 millions de dollars pour réduire la vulnérabilité du pays aux fluctuations du cours du riz importé. La toute dernière tentative de promouvoir la sécurité alimentaire a consisté à élaborer un plan national de développement de l'agriculture. Ce plan portant sur 25 années servira de feuille de route aux gouvernements futurs.⁵

B. Les changements climatiques

16. À Kiribati les changements climatiques ont un impact considérable sur la sécurité alimentaire. Les variations climatiques régionales ont influé sur la reconstitution des nappes phréatiques par les précipitations ce qui a affecté le rendement des cultures vivrières et la quantité d'eau potable disponible. La

⁴ Terieta Mwemwenikeaki, "Food-Fuel Crisis and Climate Change": Perspectives from Small Island States", exposé fait lors de la Concertation régionale de haut niveau sur les politiques à mettre en œuvre face à la crise alimentaire et énergétique et aux changements climatiques : réorienter le programme de développement (Bali (Indonésie) 9-10 décembre 2008).

⁵ Alfred Maesyulia, "Food-Fuel Crisis and Climate Change": Perspectives from Small Island States", exposé fait lors de la Concertation régionale de haut niveau sur les politiques à mettre en œuvre face à la crise alimentaire et énergétique et aux changements climatiques : réorienter le programme de développement (Bali (Indonésie) 9-10 décembre 2008).

multiplication des tempêtes et des cyclones a eu pour effet d'intensifier l'érosion et les intrusions salines qui ont également affecté les cultures. Les marées de tempêtes ont inondé les terres. Une évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation de sites névralgiques sur l'île principale de Tarawa a révélé que, si rien n'était fait, le montant des dégâts annuels se situerait, dans 50 ans, entre 8 et 16 millions de dollars. On a estimé que d'ici à 2050, 55 % des terres émergées de l'île seraient inondées par les marées de tempêtes provoquées par les changements climatiques et que ce pourcentage pourrait atteindre 80 % en 2100. Bien que le pays ait élaboré des politiques et stratégies d'atténuation et d'adaptation pour faire face à l'impact des changements climatiques, la communauté internationale devrait fournir aux pays l'assistance technique et financière nécessaire.⁶

17. Dans les Îles Salomon, les changements climatiques ont des effets conséquents sur la sécurité alimentaire et se traduisent notamment par : a) l'intensité et la fréquence accrues des cyclones; b) la multiplication des ravageurs et des maladies qui détruisent les cultures et déciment les populations; c) des marées de tempêtes qui causent des inondations, notamment dans les zones basses, des intrusions salines, l'élévation du niveau des mers et l'érosion du littoral; et d) l'élévation des températures responsable de la diminution du rendement du taro dans les zones côtières et des sécheresses dans certaines parties du pays.

III. LA CRISE ALIMENTAIRE, ÉNERGÉTIQUE ET FINANCIÈRE ET LES PAYS AYANT DES BESOINS PARTICULIERS : IMPACTS MACROÉCONOMIQUES

18. En 2007 et au début de 2008, la région Asie-Pacifique s'est trouvée devant le défi de la double crise alimentaire et énergétique au moment où les changements climatiques suscitaient une inquiétude de plus en plus grande à travers le monde.

19. La sécurité alimentaire a été un problème de développement majeur pour les pays ayant des besoins particuliers, compliquant leur lutte contre les bas revenus et la pauvreté, en particulier, et les efforts visant atteindre les OMD, en général. Ces pays sont également extrêmement vulnérables à la grande instabilité des prix des combustibles et aux changements climatiques dont ils subissent de plein fouet les effets néfastes. Les cours élevés des produits alimentaires et de l'énergie ont lourdement pesé sur les ressources de change et les ressources budgétaires de ces pays qui doivent continuer d'importer les produits essentiels pour garantir l'approvisionnement de leur population tout en octroyant des subventions pour faciliter la consommation. Les changements climatiques, en particulier l'élévation du niveau des mers, pourraient avoir un coût économique, social et environnemental incalculable sur le littoral de nombreux pays insulaires et réduire leur capacité de survie en tant qu'États viables.

20. À ces difficultés s'ajoutent les retombées en aval de la crise financière et économique mondiale récente. Bien que ces pays n'aient que des liens directs ténus avec les systèmes financiers mondiaux, plusieurs d'entre eux ont déjà fait état du ralentissement de leurs taux de croissance actuels et prévus, ainsi que d'une chute de leurs exportations et d'un accroissement de leur chômage qui menacent leur stabilité économique et sociale. On trouvera ci-après une illustration de la situation des pays les moins avancés.

⁶ Ibid.

Impacts macroéconomiques des crises sur les économies les moins avancées de la région

21. On prévoit que, compte tenu des contraintes structurelles qui rendent les pays les moins avancés plus vulnérables que d'autres à la crise, l'ampleur des dégâts économiques sera considérable. On en trouvera illustration dans le tableau 2 où l'on a fait figurer les taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) et les taux d'inflation pour 2006-2009, les soldes budgétaires pour 2006-2008 et pour les balances des paiements courants pour 2006-2008 des principaux pays les moins avancés de la région.

22. On a noté un ralentissement général de la croissance économique de 2007 à 2008 et les estimations montrent que ce mouvement s'est poursuivi de 2008 à 2009. En fait, on pense qu'en 2009 ce ralentissement sera fortement ressenti dans plusieurs pays. En 2008, on a constaté une poussée générale de l'inflation due aux fortes hausses des cours des produits alimentaires et de l'énergie. Ce phénomène ressort également du tableau qui montre que les déficits budgétaires se sont creusés à mesure qu'il devenait de plus en plus nécessaire de subventionner la consommation. Le solde budgétaire en pourcentage du PIB pour de nombreux pays les moins avancés a augmenté ce qui a réduit leur marge de manœuvre. La flambée des cours des produits alimentaires et du pétrole, principaux produits d'importation de ces pays, ont pesé sur la facture d'importation et conduit à la détérioration de leur balance des paiements courants en 2008.

23. Bref, stagflation, croissance ralentie, inflation élevée, crise budgétaire et aggravation des déficits des paiements courants composent le tableau macro-économique global pour 2008. En 2009, la croissance économique devrait encore ralentir. En revanche, on table sur une diminution substantielle de l'inflation.

IV. LA CRISE FINANCIÈRE ET LA MONDIALISATION

24. La présente crise financière a suivi une évolution différente de celle des autres crises majeures qui ont frappé le monde en développement au cours des dernières décennies. Elle a lieu en pleine mondialisation financière alors que le secteur financier exerce une influence non négligeable sur de nombreuses activités économiques. C'est une crise « importée » dont l'origine se situe à l'extérieur du monde en développement. Elle est arrivée pratiquement au moment où les chocs violents provoqués par la flambée des prix des produits alimentaires et des combustibles ont fortement secoué les économies de nombreux pays avec des répercussions significatives sur la pauvreté et la précarité.

25. De nombreux pays en développement de l'Asie et du Pacifique, notamment des pays ayant des besoins particuliers, se trouvent de nouveau en situation précaire en raison de l'instabilité croissante des exportations, des investissements, du crédit, des systèmes bancaires, des budgets et des balances des paiements qui affectent leur croissance économique. La crise financière, on l'a déjà dit, a ralenti la croissance dans les pays en développement mais le ralentissement a été encore plus sensible dans les pays développés dont certains sont déjà entrés en récession. De ce fait, les exportations des pays en développement vers les pays développés ont chuté, les capitaux se sont enfuis des marchés émergents et les crédits à court terme se sont raréfiés. Cette situation pourrait entraîner une baisse de la production et des investissements dans les secteurs productifs des pays en développement. Le resserrement du crédit et l'atonie de la croissance risquent d'entamer les recettes publiques et de compromettre la capacité des gouvernements à investir dans l'éducation, la santé et autres secteurs sociaux. Intervenant juste après le choc des prix des produits alimentaires et des combustibles, la crise risque de compromettre gravement la lutte contre la pauvreté.

Tableau 2. Quelques économies les moins avancées de la région de la CESAP : quelques indicateurs macroéconomiques

<i>Pays</i>	<i>Croissance du PIB (pourcentage)</i>			<i>Inflation (pourcentage)</i>			<i>Solde budgétaire (pourcentage du PIB)</i>			<i>Balance des paiements courants (pourcentage du PIB)</i>		
	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>
Afghanistan	11,5	7,5	..	13	24	..	..	..	..	-4,9	0,9	0,6
Bangladesh	6,5	6,2	5,5	7,2	9,9	8,5	-3,9	-3,7	-4,8	1,3	1,4	0,9
Bhoutan	17,6	14,4	..	5,2	9	..	-0,8	0,5	..	-4,3	11,3	..
Cambodge	10,2	7	6,8	5,9	15	4,5	-3,3	-2,8	-2,2	-2	-3	-7,7
Îles Salomon	10,3	8	4	7,7	15,1	9	-4	-1,1	1,3	-5,5	-2,7	-6,7
Kiribati	0,5	0,6	0,8	0,2	1	1,5	26	..	..	-27,6	-31,1	-43,7
Maldives	7,6	7	..	7,4	15	..	-7,1	-7,8	-9,4	-40,5	-45	-51
Népal	2,6	5,6	5,5	6,4	7,7	7	-3,8	-4,1	-4	2,2	-0,1	2,6
République démocratique populaire lao	7,9	7,5	6,8	4,5	8	5,3	-4	-3,1	-3	1,4	2,6	..
Samoa	4,7	3,3	3	5,6	6,5	5,2	0,3	1,1	-0,3	-10,8	-4,6	-7,8
Timor-Leste	16,2	4,7	..	8,9	9	..	242	297	352	162,4	294,9	357,1
Tuvalu	2	1,2	1,6	3,3	5,3	3,9	18,7	-14,3	..	..	..	..
Vanuatu	6,6	5,7	2,9	3,9	4,5	3,6	1,2	-0,3	1	-5,7	-9,9	-11,4

Sources : CESAP, Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2009, annexe statistique (publication des Nations Unies, n° de vente E.09.II.F.11, à paraître); sources nationales; et estimations de la CESAP au 3 décembre 2008.

26. Le fléchissement récent des prix des produits alimentaires et des combustibles ne signifie pas que les pressions et les problèmes se sont évanouis. Pour les très pauvres, la diminution de la consommation, à un niveau déjà très bas, même pour un bref laps de temps, a des conséquences à long terme. Les ménages les plus pauvres pourraient être contraints de réduire la quantité et/ou la qualité de leur alimentation, la scolarisation de leurs enfants et d'autres services essentiels avec des conséquences irréparables pour la santé et l'éducation de millions d'enfants. Le remplacement d'une alimentation relativement onéreuse par des produits alimentaires moins coûteux et moins nutritifs dans les ménages pauvres pourrait favoriser l'insuffisance pondérale et la malnutrition. On pense que les hausses récentes des prix des denrées alimentaires ont augmenté de 44 millions le nombre d'enfants souffrant de handicaps cognitifs et physiques permanents dus à la malnutrition. Malgré la baisse récente des prix des produits alimentaires et des combustibles, cela constitue tout de même une perte tragique de potentiel humain et économique.⁷

27. Le choc de la hausse des prix alimentaires et des combustibles a déjà fortement entamé les budgets des pays en développement, compromettant leur capacité à réagir aux retombées de la crise financière par des politiques de dépenses anticycliques. Pour y faire face, les gouvernants ont recouru largement aux abattements fiscaux ou à l'augmentation des subventions pour compenser la hausse des prix et dans certains cas ils ont pris des mesures pour soutenir les revenus. Ce recours aux abattements fiscaux et aux subventions pourrait créer des difficultés ultérieurement, notamment en réduisant la marge de manœuvre budgétaire, car il s'agit là de mesures coûteuses et difficiles à annuler une fois introduites. Les subventions sur les produits combustibles, si elles ne sont pas correctement ciblées, pourraient avoir des conséquences pour l'environnement. Au lieu d'adopter des mesures de circonstance pour parer au plus pressé, on pourrait intégrer les subventions sur des produits essentiels, comme les denrées alimentaires et les produits énergétiques, au budget et éviter ainsi d'accroître les dépenses ponctuelles de protection sociale. Il convient de planifier soigneusement les budgets pour garantir les dépenses essentielles aux fins de la croissance, réduire les dépenses faiblement prioritaires et assurer la viabilité budgétaire à moyen terme. Ces besoins augmenteront à mesure que les effets de la crise financière mondiale se feront sentir.

A. La crise financière et ses rapports avec la crise alimentaire et énergétique

28. Il semble que la crise financière soit, dans une certaine mesure tout au moins, liée au rythme de l'expansion mondiale. La présente crise a frappé après cinq années de résultats exceptionnels dans le monde mais les forces qui entraînent l'expansion économique peuvent aussi déclencher des crises. L'activité économique, de plus en plus soumise à des cycles d'expansion et de récession financières, dans les pays développés comme dans les pays en développement de l'Asie et du Pacifique, ne fait pas exception comme on a pu le voir lors de la crise de 1997. L'expansion rapide du crédit, parfois au mépris des risques, a été l'un des facteurs. D'une certaine manière, ce phénomène a contribué à l'expansion de l'économie en réduisant les coûts de financement. Toutefois, les risques qu'entraîne ce genre de comportement, accroît la vulnérabilité aux crises comme en témoigne celle des prêts immobiliers à risque aux États-Unis d'Amérique.

29. Comme pour l'expansion du crédit, l'intensification des flux extérieurs de capitaux des pays développés vers les pays en développement a contribué à soutenir l'expansion économique de ces derniers. Cette expansion a été favorisée par deux

⁷ Banque mondiale, "Global Financial Crisis and Implications for Developing Countries", Réunion des ministres des finances du G-20, São Paulo (Brésil), 8 novembre 2008, consulté le 12 février 2009 sur www.worldbank.org/html/extdr/fiancialcrisis/pdf/G20FinBackgroundpaper.pdf.

facteurs contribuant à la croissance économique : d'une part, l'accroissement de la richesse et d'autre part la confiance des investisseurs nationaux et internationaux dans les fondamentaux des économies en développement. La recherche de rendements plus élevés dans les pays développés, encouragée par des liquidités abondantes et des taux d'intérêt bas, a été déterminante dans l'accroissement des flux de capitaux vers les marchés émergents. Ces apports considérables de capitaux ont souvent exercé des pressions sur les taux de change et créé des liquidités excessives dans les pays en développement destinataires. Dans certains cas, des bulles de crédit et d'actifs se sont formées. Toutefois, les entrées de capitaux dans de nombreux pays en développement de la région ont permis de réduire les coûts de financement ce qui est généralement considéré comme propice à la croissance économique.

B. Flambée des cours des produits de base et expansion du crédit

30. C'est la flambée des cours des produits de base qui, on l'a vu, a débouché sur la double crise alimentaire et énergétique. C'est en 2003 que ces cours ont commencé à monter en flèche, mouvement qui s'est accéléré après décembre 2006. Dans le cas des produits alimentaires, l'accélération s'est produite au cours du second semestre de 2006. Les cours des denrées alimentaires et de l'énergie ont atteint leur niveau maximum en juillet 2008 puis sont retombés. Cela dit, ces hausses spectaculaires des prix, en particulier de ceux du pétrole, ont contribué à l'expansion du crédit de deux façons. D'une part, les pays ayant profité de l'envolée des cours du pétrole, n'ont pas hésité à fournir aux États-Unis du crédit à bon marché ce qui a permis à ces derniers de soutenir leur marché immobilier et leur niveau de consommation élevé. D'autre part, les recettes pétrolières excédentaires ont été recyclées non seulement aux États-Unis mais également, comme dans les années 70, dans les pays en développement accusant des déficits croissants de leurs comptes courants. Toutefois, à la différence des années 70, ces transferts ont pris principalement la forme d'investissements de portefeuille et d'investissements étrangers directs plutôt que de prêts consortiaux.

31. La flambée actuelle des cours des produits de base, y compris du pétrole et des produits alimentaires, a été alimentée principalement par l'expansion de la demande, à la fois réelle et spéculative. S'agissant du pétrole, il y a une différence par rapport aux années 70 lorsque les hausses des cours ont été déclenchées par des chocs du côté de l'offre. Les effets des fondamentaux de l'offre et de la demande sur la croissance sont souvent difficiles à dégager et n'entrent pas toujours dans un rapport clair de cause à effet. Néanmoins, un consensus s'est dégagé quant au rôle joué par la forte demande émanant des pays en développement dont le mode de croissance repose largement sur les produits de base. De plus, des stocks initiaux bas, une réaction anémique du côté de l'offre et un dollar faible ont encouragé les importations. Pour les populations à l'abri des pénuries alimentaires, des facteurs supplémentaires ont agi sur le cycle d'expansion-récession. Les périodes d'expansion ont alimenté la recherche dans les biocarburants, parfois avec l'aide de subventions tandis que de mauvaises récoltes dans beaucoup de pays, l'évolution de la demande dans la classe moyenne de plusieurs pays en développement émergents et la répercussion de la hausse des cours des combustibles, des engrais, des transports et du stockage ont provoqué des pénuries.

C. Spéculation et cours des produits de base

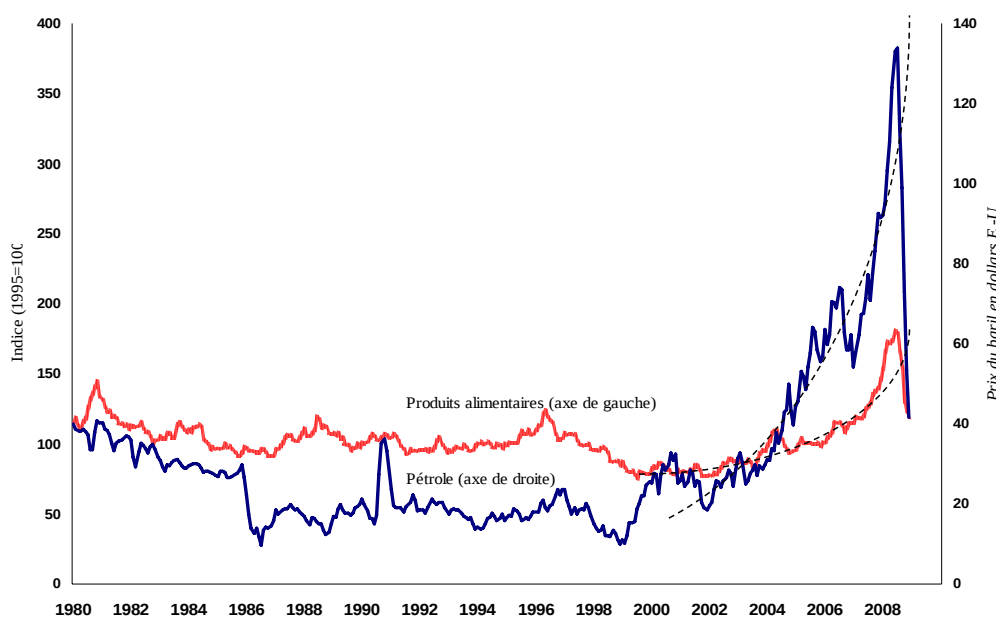
32. Les investissements en actifs indexés (par exemple, produits de base ou actions), ou les opérations indiciaires, ont augmenté rapidement après 2003. Ainsi, cinq ans seulement après la date d'émission, le volume des investissements dans un fonds indiciaire représentant un bouquet de 24 produits de base agricoles et non agricoles a atteint 317 milliards de dollars en juillet 2008. Les spéculateurs qui recherchent des profits à court terme en jouant sur l'instabilité croissante des cours, ont souvent été à l'origine de ces opérations qui ont contribué aux variations brutales des cours.

33. La spéculation semble être un facteur important non seulement dans la montée en flèche des cours des produits alimentaires et énergétiques mais également dans leur effondrement ultérieur. Lorsque les perspectives de croissance semblaient bonnes et que la demande semblait devoir fortement progresser de 2007 au milieu de 2008, des pics sont apparus dans la courbe des cours de ces produits. Lorsque la crise financière a transformé les perspectives de croissance en perspectives de récession dans de nombreux pays, les cours ont chuté. On ne saurait expliquer cette évolution des prix sans prendre en compte le rôle substantiel joué par la demande spéculative dans un déséquilibre de l'offre et de la demande finalement « sanctionné par le marché ». Le tableau fait ressortir l'évolution des cours des produits alimentaires et des combustibles entre 1980 et 2008. En fait, l'abandon des contrats à terme sur les produits de base a coïncidé avec l'aggravation des problèmes des grandes banques américaines, leur effet de contagion et les révisions à la baisse des taux de croissance par des organismes internationaux comme le Fonds monétaire international (FMI) lesquels ont concouru à l'effondrement des cours de ces produits.

V. RÉACTIONS DES PAYS AYANT DES BESOINS PARTICULIERS FACE À LA CRISE FINANCIÈRE

34. Bien que de nombreux pays en développement d'Asie et du Pacifique, notamment les pays ayant des besoins particuliers, ne soient pas aussi intégrés financièrement que les pays développés qui traversent la pire crise financière de ces dernières années, ils ne sont pas épargnés par les répercussions du marasme économique mondial. L'impact de la crise, déclenchée par un fort ralentissement de la machine économique des pays développés, s'est surtout fait sentir sur la demande dans les pays ayant des besoins particuliers. Les exportations de ces pays ont fléchi, ce qui a fait baisser les taux de croissance de leur PIB en 2008-2009 (voir E/ESCAP/65/30). Il en est résulté un ralentissement de la création d'emplois et de revenus, l'aggravation des conditions de vie d'un grand nombre, en particulier des pauvres et le risque de voir réduits à néant les acquis du développement.

Schéma. Indice des prix alimentaires et du cours du pétrole brut de Brent (1980-2008)



Source: CESAP, sur la base de données provenant du Fonds monétaire international (www.imf.org/external/nap/res/commmod/externaldata.csv).

35. Les gouvernements ont conçu diverses mesures anticycliques compensatoires pour soutenir les taux de croissance du PIB au lendemain de la récession mondiale. Ces mesures ont créé un effet de relance susceptible de compenser la contraction de la demande d'exportations. Elles ont contribué à soutenir des activités majeures, notamment : a) l'expansion des infrastructures publiques; b) la création d'emplois et la mise en place de programmes à caractère social; et c) des subventions et abattements fiscaux pour stimuler la consommation, en particulier celle de produits alimentaires et de pétrole. Pour encourager les investissements, les taux d'intérêt sur les prêts bancaires ont été abaissés ce qui a réduit le coût du financement des investissements. La réduction du montant des réserves obligatoires a permis d'améliorer la situation générale des trésoreries. D'autres financements avaient une origine budgétaire, ce qui a creusé les déficits. Les pays exportateurs de pétrole se sont, quant à eux, servis des ressources accumulées des fonds pétroliers pour financer leurs activités de relance.

36. Le tableau 3 décrit en résumé quelques impacts de la crise et les mesures prises par quelques pays ayant des besoins particuliers pour y faire face.

Tableau 3. Mesures prises par quelques pays pour faire face à la crise financière

<i>Pays</i>	<i>Mesures</i>
Azerbaïdjan	L'Azerbaïdjan subit le contrecoup de la tempête financière mondiale qui se manifeste par une forte baisse des cours du pétrole et une aversion accrue pour les risques vis-à-vis des marchés émergents. Les banques commerciales ont beaucoup plus de difficultés à lever des fonds à l'étranger et l'accès des entreprises nationales et des ménages au crédit s'est considérablement réduit ce qui a ralenti la croissance de l'économie non pétrolière. Une croissance économique beaucoup plus faible et des cours du pétrole plus bas vont avoir pour effet de réduire les recettes budgétaires et, étant donné les dépenses sociales et les dépenses d'infrastructures déjà engagées par les pouvoirs publics, le déficit risque de se creuser. La Banque nationale d'Azerbaïdjan (banque centrale) a abaissé le taux de refinancement de deux points supplémentaires, à 8 %, et abaissé le montant des réserves obligatoires des banques commerciales de 9 à 6 % pour améliorer leur trésorerie.
Bangladesh	Le Bangladesh devrait subir les effets négatifs de la récession mondiale en 2009/2010. Le Gouvernement a fait de la réduction de la pauvreté et de la baisse des prix à la consommation ses priorités absolues. La hausse des prix des denrées alimentaires est l'un des principaux soucis des pauvres. Le Gouvernement a annoncé la création d'une commission de contrôle des prix. Pour stimuler les investissements, il a également promis d'abaisser les taux d'intérêt sur les prêts bancaires. Il prévoit des mesures pour atténuer l'impact des retombées de la crise financière mondiale sur les exportations et les envois de fonds des travailleurs émigrés.
Cambodge	L'économie de ce pays demeure fortement tributaire de la manufacture de vêtements, de la construction et du tourisme, trois secteurs qui se sont révélés sensibles au ralentissement économique mondial. Le Gouvernement s'est engagé à maintenir le taux de croissance rapide du PIB en dépit de la récession.

Kazakhstan	Les autorités kazakhes s'efforcent de résoudre les problèmes de liquidité dans le secteur bancaire et du ralentissement de la croissance du PIB. Le Gouvernement a annoncé son plan d'action pour 2009-2010 (décembre 2008). Celui-ci comporte cinq volets : a) stabilisation du secteur financier; b) résolution des problèmes du marché immobilier; c) soutien aux petites et moyennes entreprises (PME); (d) développement du secteur agro-industriel; e) réalisation de projets industriels et infrastructurels. Le coût total du plan est estimé à 2,17 mille milliards de tenges (\$17,4 milliards) dont 1,2 mille milliard sera financé par le Fonds national de la République du Kazakhstan (fonds de stabilisation pétrolier). Pour recapitaliser les institutions et améliorer la trésorerie, le plan prévoit l'achat de parts dans les quatre établissements bancaires les plus importants du Kazakhstan. Il prévoit également de faire transiter des fonds par la holding d'État Samruk-Kazyma pour financer de vastes projets industriels et alimenter les PME qui ne peuvent obtenir de fonds auprès des établissements bancaires.
Mongolie	La Mongolie ressent de plus en plus l'impact de la crise financière. Les prix des maisons ont commencé à chuter, les banques hésitent de plus en plus à accorder des prêts et la bourse s'est effondrée. L'inflation, alimentée par une politique budgétaire expansionniste, de fortes pressions sur les prix des importations et l'accroissement de la consommation, a atteint 33,7 % en un an. Le Gouvernement a établi son plan d'action pour les mois à venir. Son programme apparaît largement fondé sur la relance. Il promet notamment la création de 60 000 emplois, la revalorisation des retraites et d'autres prestations sociales et la poursuite de la politique de versement d'allocations en espèces pour les personnes qui se marient et celles qui ont des enfants. Une autre mesure importante consiste à fournir un soutien aux agriculteurs pour qu'ils accroissent la production intérieure de denrées comme le lait, la farine et les légumes afin de réduire la dépendance à l'égard des importations. Les chevreries qui pâtissent de la baisse des prix du cachemire dans le monde devraient bénéficier de subventions et de réductions d'impôt. Les projets d'investissement publics comprennent : a) des investissements dans le raffinage du pétrole pour moins dépendre d'importations coûteuses; b) l'amélioration des infrastructures routières et aéroportuaires; et c) une nouvelle centrale d'énergie pour Oulan-Bator.
Ouzbékistan	Son relatif isolement par rapport aux marchés financiers mondiaux devrait protéger ce pays des pires conséquences de la crise. Toutefois, son économie sera affectée par la contraction rapide de ses principaux marchés d'exportation, la chute des cours à l'exportation de ses principaux produits de base et par une diminution des envois de fonds de ses travailleurs émigrés en Fédération de Russie et au Kazakhstan. Les autorités devront donc redoubler d'efforts pour stimuler la croissance en dépit des chocs externes, en augmentant les investissements publics dans les infrastructures et le secteur industriel et en accordant des hausses de salaire et des prestations sociales.

Tadjikistan	Ces dernières années, le Gouvernement a largement suivi les prescriptions de réforme des institutions financières internationales, ce qui a permis au pays d'enregistrer une croissance économique solide et de stabiliser sa monnaie. À court terme cependant, il pourrait bien se contenter de gérer la crise et compter sur le secours des organismes internationaux d'aide pour tenter d'éviter que la crise énergétique et alimentaire que le pays a traversée pendant l'hiver de 2007/2008 se reproduise. Le Tadjikistan continue de dépendre de l'aide internationale pour ses approvisionnements alimentaires, la remise en état de ses infrastructures et le renforcement de ses capacités. Depuis plusieurs années, le pays s'efforce de maintenir un déficit budgétaire bas pour contenir sa dette extérieure. Du fait de la crise de l'énergie qui a duré pendant toute l'année 2008, le Gouvernement devra mettre davantage l'accent sur l'exploitation des ressources énergétiques et sur le développement des infrastructures du pays. Pour ce faire, il applique une stratégie fondée sur l'endettement qui consiste à obtenir des emprunts importants auprès de la Chine à des conditions avantageuses.
Turkménistan	L'économie turkmène est relativement isolée des marchés financiers mondiaux mais elle a accumulé ces dernières années des réserves de change considérables grâce à ses exportations de gaz. Néanmoins, sa dépendance à l'égard de ce seul produit de base pour ses revenus, rend ses perspectives de croissance très incertaines. Le Gouvernement a créé un fonds de stabilisation pour protéger le pays de la crise mondiale. Ce fonds contribuera à financer des projets socioéconomiques; en fait, il sera utilisé comme un prolongement du budget.

Source : Economic Intelligence Unit, Country Analyses (voir www.eiu.com seulement par abonnement).

VI. MESURES PRISES AU NIVEAU INTERNATIONAL POUR PARER À LA TRIPLE CRISE

A. Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale et son Cadre d'action global

37. En avril 2008, sur recommandation du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, le Secrétaire général a créé l'Equipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale comprenant les services pertinents du secrétariat, des organismes, fonds et programmes de l'ONU et les institutions de Bretton Woods et l'a chargée d'établir un plan d'action global et coordonné (Cadre d'action global).⁸

38. Le Cadre a été conçu comme un moyen de lancer une action commune : a) pour faire face aux menaces actuelles et saisir les possibilités offertes par la hausse des prix des produits alimentaires; b) pour éviter de futures crises alimentaires en introduisant les changements pertinents aux niveaux international et national; et c) pour contribuer à la sécurité alimentaire aux niveaux national, régional et mondial.

⁸ Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale, « Cadre d'action global » (2008), consulté le 12 février 2009 sur le site www.ifad.org/operations/food/documents/cfa/cfa_draft.pdf.

39. Le Cadre esquisse : a) une analyse de la crise alimentaire; b) des interventions critiques pour contrer les menaces de la crise alimentaire et tirer parti des possibilités qu'elle offre; et c) des moyens pratiques de coopérer pour atteindre les objectifs du Cadre aux niveaux national, régional et mondial. L'analyse porte sur les moyens de satisfaire les besoins immédiats : a) renforcer l'assistance alimentaire d'urgence, les interventions en matière de nutrition et les filets de sécurité, et les rendre plus accessibles; b) stimuler la production vivrière des petits agriculteurs; c) ajuster les politiques commerciales et fiscales; et d) gérer les conséquences macro-économiques. Les interventions critiques concernent les objectifs relatifs au renforcement des capacités d'adaptation et à l'action en faveur de la sécurité alimentaire nutritionnelle mondiale et consistent : a) à élargir les systèmes de protection sociale; b) à soutenir la croissance de la production vivrière des petits agriculteurs; c) à améliorer les marchés internationaux de produits alimentaires; et d) à établir un consensus international sur les biocarburants. Le renforcement des systèmes mondiaux d'information et de surveillance est un objectif supplémentaire qui concerne les deux types d'intervention. Chaque objectif est associé à un ensemble d'interventions que l'on peut choisir en fonction des besoins.

40. Le Cadre donne également un aperçu des stratégies d'exécution, comme par exemple, la création de partenariats pour l'alimentation au niveau des pays à partir des mécanismes et programme existants, l'évaluation et l'analyse en continu; des moyens d'éviter les doublons, d'identifier les carences, de revoir le mécanisme de surveillance existant et de promouvoir des communications publiques efficaces. Il évoque également les incidences financières de la crise de la sécurité alimentaire, notant que des études ont évalué les besoins financiers progressifs au niveau mondial pour l'assistance alimentaire, la protection sociale, le développement agricole, le soutien budgétaire et le soutien aux balances des paiements à un montant situé entre 25 milliards et 40 milliards de dollars par an pour maintenir le rythme de progression vers la réalisation de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement. Un tiers de ces montants devrait servir à financer les besoins immédiats en assistance humanitaire et les deux tiers à accroître les capacités agricoles à long terme.

41. Au titre du Cadre d'action global, l'Équipe spéciale de haut niveau prie instamment les pays en développement de dégager des ressources budgétaires supplémentaires pour les systèmes de protection sociale et d'accroître la part de l'agriculture dans leurs dépenses publiques. Les pays développés ayant l'intention d'accroître leur aide publique au développement (APD) à 0,7 % de leur produit national brut, et vu la nécessité d'affecter des ressources financières supplémentaires pour améliorer durablement la sécurité alimentaire, les pays donateurs ont été priés de doubler leur APD pour l'assistance alimentaire et d'autres programmes de soutien nutritionnel et de protection sociale. On leur a également demandé d'augmenter le pourcentage d'APD à investir dans le développement de la production vivrière et agricole de 3 à 10 % en cinq ans (et au-delà si nécessaire) pour remédier au sous-investissement dans l'agriculture.

42. Il est souligné dans le Cadre que l'accroissement des crédits affectés à la sécurité alimentaire devrait s'appliquer au montant actuel des ressources et ne pas provenir de ressources affectées à d'autres secteurs sociaux essentiels nécessaires pour la réalisation des OMD, tels que l'éducation et santé. L'action entreprise pour atteindre les objectifs du Cadre d'action passera par les systèmes institutionnels et financiers pour la mise en œuvre au niveau des pays et s'inspirera des dispositions de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement.⁹

⁹ Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement : appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle, adoptée au Forum à haut niveau sur le thème: « Renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement : harmonisation, action commune, résultats », tenu à Paris du 28 février au 2 mars 2005 (voir <http://www.worldbank.org/harmonisation/PARIS/FINALDECLARATION.pdf>).

**B. Ensemble des mesures prises par les Nations Unies pour faire face à la
crise financière mondiale et pays ayant des besoins particuliers :
principes directeurs**

43. Les envolées et l'instabilité des prix des produits alimentaires et des combustibles ont causé d'énormes difficultés aux pauvres et réduit leur niveau de vie dans le monde entier. De nombreux acquis du développement, notamment ceux dus aux progrès dans la réalisation des OMD, sont menacés de disparaître. Cela est particulièrement vrai dans les pays ayant des besoins particuliers où, en raison de handicaps structurels et d'une base de ressources insuffisante, les gouvernements ont eu des difficultés à introduire des mesures efficaces pour protéger les pauvres. La situation a été exacerbée par la menace de récession mondiale qui a pesé sur la croissance. Les pressions protectionnistes et la contraction du crédit risquent d'accentuer cette récession. On peut également craindre que cette dernière, imminente, conduise les pays développés à reconsidérer le niveau de leur assistance au développement des pays pauvres, ce dont pâtiraient gravement les pays ayant des besoins particuliers.

44. Les chefs de secrétariat des institutions spécialisées, des fonds et des programmes de l'ONU, de la Banque mondiale et du FMI ont effectué récemment une évaluation très générale de la crise financière en cours sur les marchés financiers et la menace consécutive de récession.¹⁰

45. Les principes généraux sur lesquels une action concrète des organismes des Nations Unies sera fondée sont les suivants :

a) Intervention immédiate pour protéger les individus, les emplois, le logement et les moyens de subsistance pour atténuer les répercussions néfastes des crises et empêcher ainsi des millions de personnes dans les pays pauvres de retomber dans l'extrême pauvreté;

b) Mesures visant à susciter un élan en faveur d'un accord international sur les changements climatiques et à redoubler les efforts en faveur de l'atténuation, de l'adaptation et du transfert de technologie;

c) Vigilance du système des Nations Unies pour veiller à ce que les communautés pauvres et vulnérables ne deviennent pas des victimes de cette crise;

d) Réaffirmation par tous les États de leur engagement et de leur promesse de contribuer au développement et à l'assistance humanitaire. Au lendemain des crises, l'APD est devenue encore plus importante pour les pays en développement qui souffrent d'un manque de souplesse au niveau de leurs finances et de leur balance des paiements;¹¹

e) Nécessité pour tous les États de résister au protectionnisme et de promouvoir l'ouverture et la participation inclusive ainsi que la volonté de maintenir la croissance économique à long terme dans l'intérêt de tous;

f) Nécessité de remédier d'urgence aux défaillances de la réglementation qui ont conduit à la crise.

¹⁰ "Response of the United Nations Chief Executives Board to the Global Financial Crisis" (SG/2144-ECO/135), consulté le 16 février 2009 sur le site www.un.org/News/Press/docs/2008/sg2144.doc.htm.

¹¹ La nécessité de fournir aux pays en développement les ressources nécessaires pour stimuler leurs économies, assurer la protection sociale et garantir l'apport de liquidités dans leurs entreprises a été fortement soulignée par la Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, établie par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa première séance, tenue à New York du 4 au 6 janvier 2009 (voir « Recommandations pour une action immédiate », voir www.un.org/ga/president/63/commission/firstmeeting.pdf).

VII. LA VOIE À SUIVRE : ACTION CORRECTIVE RÉGIONALE

46. Jusqu'à présent, on a mis en évidence, dans ce document, la nécessité de remédier à la crise alimentaire, énergétique financière et de faire face aux changements climatiques d'une manière globale et intégrée. Pour ce faire, la CESAP et le Gouvernement indonésien ont organisé en commun une Concertation régionale de haut niveau à Bali (Indonésie) les 9 et 10 décembre 2008. Le Document final de Bali (E/ESCAP/65/15/Add.1), adopté à cette réunion, contient des domaines d'action autour desquels on pourrait synchroniser et reformuler de manière appropriée les grandes questions de développement, établir des stratégies pour remédier aux conséquences négatives de cette crise et empêcher qu'elle compromette gravement le développement. Les recommandations, ainsi que les principaux messages figurant dans le Document final de Bali, sont résumées ci-après.

A. Convergence des crises

47. Les participants à la Concertation ont noté que l'instabilité des cours des produits alimentaires et des combustibles créaient de graves difficultés pour la région de l'Asie et du Pacifique. Ces difficultés ont pris une ampleur nouvelle en raison de la crise financière mondiale, menaçant de causer des dégâts incalculables pour les populations. La convergence des trois dimensions de la crise doit être considérée globalement, sinon les acquis du développement pourraient bien en pâtir.

B. Le rôle de la coopération régionale

1. Crise financière

48. Les modalités de la coopération régionale qui sont suggérées pour remédier à la situation visent notamment : a) à renforcer les mécanismes existants et à en créer de nouveaux pour aider les pays ayant des difficultés de balance des paiements; b) à trouver un moyen d'aider les pays touchés par la crise à obtenir une assistance pour le financement de leur budget, en particulier pour les activités ayant un rapport avec la réalisation des OMD; c) à améliorer la surveillance des marchés financiers en instaurant un système d'alerte rapide aux risques de fragilisation, de vulnérabilité aux chocs financiers et à leurs effets de contagion; et d) à remédier aux défaillances de la réglementation pour freiner la spéculation sur les marchés des produits de base.

49. Il faut également que les hauts dirigeants responsables des politiques monétaires, budgétaires et des taux de change se consultent. Ils pourraient ainsi intervenir plus facilement pour atténuer les effets néfastes des fortes variations des taux de change dues au comportement imprévisible du marché des changes : ce serait un premier pas vers la mise au point d'un dispositif interrégional formel des changes soutenu par un fonds de stabilisation intrarégional.

50. Il faut également utiliser la CESAP comme espace pour l'instauration d'une coopération régionale plus solide en partenariat avec les institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales pour formuler et mettre en œuvre des mesures efficaces de protection sociale au profit des pauvres et autres groupes vulnérables.

2. Sécurité alimentaire et agriculture durable

51. Il faut consentir davantage d'efforts en matière de coopération technique pour soutenir les capacités nécessaires au renforcement des programmes nationaux de sécurité alimentaire, notamment la gestion des stocks, la planification de l'utilisation des terres agricoles et des systèmes d'information efficaces sur les produits alimentaires.

52. Il faut également mettre en place des systèmes régionaux efficaces d'alerte avancée pouvant être utilisés pour coordonner les informations agricoles fournies par les États membres sur des questions telles que les prévisions de rendement des récoltes, d'inondations et de sécheresses. Aux niveaux régional et sous-régional on pourrait également envisager des investissements dans des installations efficaces de stockage des produits alimentaires/banques alimentaires, le développement de la logistique et des capacités de transport ainsi que dans la mise en place de régimes nationaux d'assurance agricole.

3. Sécurité énergétique

53. Il faut également une coopération régionale renforcée, notamment dans la recherche, le renforcement des capacités et l'obtention de nouvelles ressources financières pour promouvoir les meilleures pratiques et l'échange d'informations dans la mise au point et le transfert de technologie pour réduire les émissions de carbone des activités économiques, garantir des approvisionnements énergétiques durables et l'efficacité énergétique en augmentant la part des énergies renouvelables et du gaz naturel dans le bouquet énergétique.

C. Conclusions

54. Les mesures énoncées dans le Document final de Bali nécessitent l'engagement des pays membres ainsi que la participation du secteur privé, des organisations universitaires et de la société civile et celle des organisations régionales et internationales. Les crises étant indissociables, ces recommandations/mesures doivent être mises en œuvre en bloc avec des priorités légèrement différentes en fonction des zones et des modalités. L'élaboration d'une feuille de route réaliste pour l'application de ces mesures est prioritaire. La CESAP, en tant qu'organisation régionale plurielle et en consultation avec les États membres, pourrait se charger de cette tâche selon des modalités à déterminer. La Commission voudra bien examiner ces recommandations et faire part de ses directives quant à leur mise en œuvre.

- - - - -